

L'internationalisation des milieux dirigeants au Brésil

Madame Maria Rita Loureiro

Citer ce document / Cite this document :

Rita Loureiro Maria. L'internationalisation des milieux dirigeants au Brésil. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 121-122, mars 1998. Les ruses de la raison impérialiste. pp. 42-51.

doi : 10.3406/arss.1998.3243

http://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1998_num_121_1_3243

Document généré le 15/10/2015

Resumen

La internacionalización de las élites dirigentes en el Brasil

En el Brasil, una importante dimensión de la internacionalización de las élites responsables de las políticas macroeconómicas es la formación académica recibida en el extranjero, sobre todo en los Estados Unidos. Este proceso puede definirse como la incorporación sistemática, por parte de las instituciones brasileñas de enseñanza superior y de investigación, de los modelos teóricos y metodológicos vigentes en los países desarrollados, principalmente los Estados Unidos. En este sentido, la internacionalización implica simultáneamente « la americanización » de los estudios de economía. La formación académica brindada en las universidades norteamericanas ha facilitado el surgimiento de orientaciones políticas e ideológicas, así como de paradigmas teóricos relativamente homogéneos entre los miembros de la élite internacionalizada, acentuando al mismo tiempo su diferencia con respecto a las otras élites económicas que se oponen a ellos, tanto desde el punto de vista teórico como político. En este artículo se muestra, por un lado, hasta que punto el crédito que confieren esas relaciones internacionales constituye una de las ventajas que dicha élite utiliza en las luchas internas del sistema político del país, y por el otro, que cuanto mas integrado esta un economista al circuito internacional, mas se lo reconoce y mas legítimas son las decisiones que toma en los puestos gubernamentales.

Résumé

L'internationalisation des milieux dirigeants au Brésil.

Une importante dimension de l'internationalisation des élites chargées des politiques macroéconomiques au Brésil est la formation académique reçue, à l'étranger, en particulier, aux États-Unis. On peut définir ce processus comme l'incorporation systématique de la part des institutions brésiliennes d'enseignement supérieur et de recherche des modèles théoriques et méthodologiques en vigueur dans des pays développés, surtout aux États-Unis. En ce sens, l'internationalisation signifie en même temps « l'américanisation » des études en économie. La formation académique dans des universités américaines a permis l'émergence d'orientations politiques et idéologiques et de paradigmes théoriques relativement homogènes parmi les membres de cette élite internationalisée, renforçant, en même temps, leur différence par rapport aux autres élites économiques qui s'opposent à eux théoriquement et politiquement. L'article montre comment le crédit acquis à travers ces rapports internationaux est un des atouts mobilisés par cette élite dans les luttes internes au système politique du pays, et comment plus un économiste est intégré au circuit international, plus il est reconnu et plus ses décisions aux postes gouvernementaux seront légitimes.

Zusammenfassung

Die Internationalisierung der herrschenden Eliten in Brasilien.

Eine bedeutende Dimension der Internationalisierung der in Brasilien mit der makroökonomischen Politik betrauten Elite ist die im Ausland, besonders in den Vereinigten Staaten, erhaltene Hochschulausbildung. Dieser Prozess läßt sich als die systematische Einverleibung der in den entwickelten Ländern, namentlich in den USA, jeweils herrschenden theoretischen und methodologischen Modellen seitens der brasilianischen höheren Unterrichts - und Forschungseinrichtungen definieren. In diesem Sinne bedeutet die Internationalisierung zugleich die « Amerikanisierung » des Studiums der Ökonomie. So hat unter den Angehörigen dieser internationalisierten Elite das akademische Studium an den amerikanischen Universitäten die Entstehung relativ homogener politischer und ideologischer Orientierungen und theoretischer Paradigmata mit sich gebracht und zugleich deren Unterschied zu anderen ökonomischen, sich theoretisch und politisch von ihnen abgrenzenden Eliten verstärkt. Der Artikel stellt dar, in welcher Weise der in den internationalen Beziehungen erlangte moralische Kredit von dieser Elite in den internen, politischen Kämpfen des Landes als einer ihrer Trümpfe ausgespielt wird, und wie einem ökonomen in dem Maße Anerkennung zugestanden und seine Regierungsentscheidungen als legitim betrachtet werden, als er diesem internationalen Kreis zugehört.

Abstract

Internationalization of Brazil's governing elites.

One important dimension of the internationalization of the elites responsible for Brazil's macro-economic policies is the academic training they received abroad, and in particular in the United States. This process can be defined as the systematic adoption, by Brazilian institutions of higher education and research, of the theoretical and methodological models used in developed countries, especially in the United States. In this sense, the internationalization of economic studies is synonymous with their Americanization. The fact that Brazilian economists have been trained in American universities has fostered the emergence, among the members of these elites, of political and ideological orientations and theoretical paradigms which are relatively homogeneous, thereby exacerbating the gap between them and those economic elites advocating opposing theories and policies. The article shows how the credit acquired through these international relations is mobilized by this elite in the country's political infighting, and how the more an economist is part of the international circuit, the more he is recognized and the more the decisions he takes in a government post will be seen as legitimate.

Maria Rita Loureiro

L'INTERNATIONALISATION DES MILIEUX DIRIGEANTS AU BRÉSIL

L'émergence d'un nouvel ordre industriel mondial et les implications qui en découlent par rapport à l'expansion du chômage, à la perte de l'autonomie des États nationaux, à l'intensification de ses crises financières ont fait de la gestion de l'économie la principale tâche des gouvernements à l'époque actuelle dans tous les pays. L'État a toujours eu en Amérique latine un rôle décisif dans l'économie. Ses actions se sont agrandies dans les années 50 et 60, au fur et à mesure que les gouvernements s'engageaient dans la promotion du développement, sous l'inspiration des doctrines de la CEPAL¹; plus récemment, ils ont renforcé leur action, en prenant en charge des programmes de réformes économiques et de stabilisation monétaire, pour faire face à la grande crise des années 80.

L'objet de ce travail est l'étude du processus d'internationalisation de nouveaux cadres dirigeants au Brésil, des équipes économiques qui ont eu le rôle, au Brésil, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, d'élaborer et de mettre en œuvre les récentes politiques de contrôle de l'inflation et les réformes économiques telles que la dérégulation de l'économie, l'ouverture des barrières commerciales, les privatisations, etc. Ces équipes sont constituées d'économistes qui donnent des conseils aux présidents de la République, aux ministres des Finances et de la Planification ou occupent eux-mêmes des postes importants au sein du gouvernement. Leur principal atout est la compétence technique qui leur donne une grande autonomie par rapport aux autres participants du système politique.

L'internationalisation de cette élite économique sera analysée ici selon son intégration dans un réseau de relations qui dépassent les frontières nationales et qui s'ancrent dans des universités étrangères, en particulier

américaines, et selon le passage par des organismes économiques tels que le FMI, la Banque mondiale, le GATT, etc. La formation académique dans des universités américaines a permis l'émergence d'orientations politiques et idéologiques et de paradigmes théoriques relativement homogènes parmi les membres de cette élite internationalisée, renforçant en même temps leur différence par rapport aux autres élites économiques qui s'opposent à eux théoriquement et politiquement. Le crédit acquis à travers ces rapports internationaux est un des atouts mobilisés par cette élite dans les luttes internes au système politique du pays.

L'INTERNATIONALISATION DE LA FORMATION UNIVERSITAIRE DES ÉCONOMISTES

Une importante dimension de l'internationalisation des élites chargées des politiques macroéconomiques au Brésil est la formation académique reçue, à l'étranger, en particulier aux États-Unis. On peut définir ce processus comme l'incorporation systématique de la part des institutions brésiliennes d'enseignement supérieur et de recherche des modèles théoriques et méthodologiques en vigueur dans des pays développés, surtout aux États-Unis. En ce sens, l'internationalisation signifie en même temps l'« américanisation » des études

1 – CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) est une agence des Nations unies créée en 1948 à Santiago du Chili. Au-delà des études sur le développement économique, elle a joué un rôle important dans la formation des économistes des divers pays du continent surtout dans les années 50-60. Pour des analyses plus détaillées, voir M. R. Loureiro, « L'ascension des économistes au Brésil », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 108, 1995.

en économie. Coats² indique que l'internationalisation de la science économique, dès l'après-guerre, dans divers pays, a plusieurs dimensions telles que : une ample diffusion relativement homogène de textes didactiques élémentaires, intermédiaires et avancés ; la croyance croissante dans la formation académique (cursus de postgraduation et pratique de recherche surveillée) en tant que condition nécessaire pour la conquête et la reconnaissance du statut professionnel ; la mathématisation croissante et la quantification de la discipline, ce qui permet de surmonter les barrières linguistiques ; l'accès généralisé aux principales revues d'économie, ce qui fait de l'anglais l'idiome officiel de communication scientifique et, finalement, l'énorme mobilité internationale des étudiants, des professeurs, des chercheurs, des professionnels non académiques, des techniciens et de fonctionnaires des agences gouvernementales.

Dans le cas brésilien, on insiste sur deux mécanismes principaux d'internationalisation des études économiques : d'abord, la visite, à partir de la moitié des années 60, de professeurs américains pour donner les cours de postgraduation qui à l'époque venaient d'être créés. La pratique a été soutenue par l'USAID (USA Agency for International Development), le Conseil de coopération technique de l'Alliance pour le progrès et par la Fondation Ford qui ont établi des accords de coopération avec des écoles brésiliennes, telles que l'École de postgraduation en économie (EPGE) de la Fondation Getúlio Vargas (FGV) de Rio de Janeiro et la faculté d'économie de l'université de São Paulo (FEA-USP). Ces accords ont permis l'installation du cours de postgraduation en économie, à São Paulo, en 1964. L'USAID a pris en charge les frais de voyage et le séjour de deux professeurs américains de l'université de Vanderbilt. Les fonctions de ces professeurs étaient de « donner des conseils pour la création du cours, le développement des disciplines, les programmes de recherche et l'évaluation des élèves³ ». La Fondation Ford a joué aussi un rôle fondamental dans l'internationalisation de la science économique au Brésil. « Le montant des fonds distribués par la Fondation Ford dans les pays latino-américains en général, et particulièrement au Brésil, a constitué le plus grand et le plus important flux financier externe en condition d'influencer de manière décisive le processus d'expansion et de consolidation des sciences sociales au pays [...]. Au début des années 60, les plus grands investissements de la Fondation Ford dans le domaine des sciences sociales dans l'Amérique latine se sont

concentrés lourdement dans les disciplines d'économie et d'administration. Ceci parce que les autres disciplines apparaissaient difficilement assimilables aux préoccupations dominantes des responsables par la Fondation avec la problématique du développement⁴ ». La Fondation Ford a participé à l'initiative, en apportant des fonds pour la rémunération de chercheurs brésiliens et étrangers, l'achat des équipements et des livres, les bourses d'études au pays et à l'étranger. Elle a offert aussi l'aide pour la visite de professeurs comme O. Thweatt, W. Baer, S. Levy, A. Maneschi et d'autres, pour enseigner dans le cours de postgraduation de la faculté d'économie de l'université de São Paulo (FEA-USP). L'université de Berkeley a également envoyé des professeurs pour accompagner le travail des économistes de l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), une agence liée au ministère du Plan. Albert Fishlow a été l'économiste le plus connu dans le groupe de Berkeley, spécialement par ses études sur la distribution des revenus, qui ont provoqué des polémiques dans les milieux académique et politique durant les années 70⁵.

D'après Ekerman, qui a vécu ce processus, le rôle des économistes américains était de transmettre un modèle d'organisation de l'enseignement et de la recherche plutôt que de contribuer à améliorer la connaissance de la théorie économique, une fois qu'il y avait au Brésil des intellectuels dotés d'une formation théorique avancée. « Ce qui manquait à l'époque, c'était la dissémination des attitudes nécessaires pour définir une communauté scientifique solide. C'est dans cette tâche-là que les Américains ont joué le rôle principal. [...] L'idée des centres de postgraduation était de créer une élite académique et bureaucratique. Cette élite, par force sociale, aurait les mesures d'excellence fondée dans les paramètres américains » (*op. cit.*, p. 127).

Mais le plus important mécanisme d'internationalisation des élites économiques au Brésil, comme dans d'autres pays latino-américains, a été l'envoi systématique, à partir de la fin des années 60, de professeurs et

2 – A. W. Coats, *The Post-1945 Global Internationalization (Americanization?) of Economics*, FIEP-USP, texto para discussão, 18, 1992.

3 – FEA-USP, *História da faculdade de economia e administração (FEA/USP) da universidade de São Paulo (1956-1981)*, São Paulo, 2 vol., 1981, p. 229-230.

4 – S. Miceli, *A Desilusão Americana*, São Paulo, CNPQ IDESP Editora Sumaré, 1990, p. 17-22.

5 – R. Ekerman, « A comunidade de economistas do Brasil: dos anos 50 aos dias de hoje », in *Revista brasileira de economia*, vol. 43, 2, avril-juin 1989.

I. PAYS OÙ LES PROFESSEURS D'ÉCONOMIE ONT ACQUIS LEURS TITRES DE MAÎTRISE ET DOCTORAT (1991)

Centres de postgraduation*	Total	États-Unis %	France %	Angleterre %	Brésil %	Autres %
Fondation Getulio Vargas, Rio	30	24	80,0	—	—	—
Université catholique, Rio	17	14	82,3	—	—	—
Institut de recherches économiques, São Paulo	55	21	38,2	3	5,4	—
Institut d'économie industrielle, Rio de Janeiro	20	5	25,0	1	5,0	4
Institut d'économie de Campinas	28	2	7,2	—	—	—
Autres centres*	194	92	47,4	22	11,3	13
Total	344	158	46,0	26	7,5	19
					5,5	137
					40,0	4
						1,0

Source : Catalogues des centres associés à l'ANPEC (Association nationale de postgraduation en économie).

Le tableau réunit les professeurs à mi et à plein-temps.

*Sont comprises les données de plus de huit centres.

d'étudiants brésiliens pour faire leur doctorat à l'étranger, particulièrement aux États-Unis. Les accords de coopération ci-dessus mentionnés ont énormément facilité ce processus. Le tableau 1 montre que 60 % des professeurs qui enseignaient au début des années 90 au Brésil ont obtenu leurs diplômes à l'étranger : 46 %, c'est-à-dire 158 professeurs, dans les universités américaines (Vanderbilt, 18 ; Chicago, 13 ; Berkeley, 12 ; et Harvard, 11) ; 7,5 % en France et 5,5 % en Grande-Bretagne.

D'autres études quantitatives signalent aussi que presque les deux tiers des œuvres mentionnées parmi les quatre plus importantes revues d'économie au Brésil sont étrangères. En outre, ces données attestent encore l'influence de la production scientifique américaine sur la production brésilienne : environ 40 % des références bibliographiques dans l'ensemble des articles parus dans ces revues sont des auteurs américains ou liés à des universités américaines. Les chiffres absolus ont crû énormément dans le temps, passant de 75 articles dans la période de 1946-1950 à 3 095 articles entre 1986 et 1990. Par contre, le poids quantitatif des études qui proviennent d'autres pays tels que la Grande-Bretagne et la France, a chuté au cours de la même période⁶.

Tout en refusant l'idée que le style américain soit le modèle d'excellence ou de compétence scientifique, on veut seulement indiquer ici que l'internationalisation de la science économique a eu des répercussions considérables sur les milieux professionnels et a aussi influencé le mode d'action des économistes comme élites dirigeantes, en garantissant à ceux qui se trouvent mieux intégrés dans le circuit scientifique international

plus de légitimité et donc plus de ressources dans leurs rivalités avec les autres acteurs politiques.

LES RÉPERCUSSIONS PROFESSIONNELLES DE L'INTERNATIONALISATION

Vue comme un processus d'intégration des pratiques théoriques et méthodologiques en vigueur aux États-Unis, l'internationalisation a impliqué l'« américanisation » de cette discipline. Étant associée à des orientations idéologiques de rejet de l'impérialisme américain et du colonialisme culturel qui en est la conséquence, l'« américanisation » de la science économique ne s'est pas effectuée de manière homogène parmi les diverses écoles au Brésil, rencontrant surtout une résistance de la part des groupes plus proches des positions politiques de gauche et théoriquement des orientations structuralistes de la CEPAL. On observe (tableau 1) que l'Institut d'économie industrielle de l'université de Rio de Janeiro et l'université de Campinas Unicamp sont les universités qui possèdent les plus bas pourcentages de professeurs formés à l'étranger. À l'Unicamp, par exemple, 2 professeurs seulement ont fait leur doctorat aux États-Unis, contre 26 formés à l'Unicamp même ou à l'université de São Paulo (USP). L'université catholique de Rio (PUC-Rio) et l'École de postgraduation en économie de la Fondation Getúlio Vargas de Rio (EPGE-

6 – M. R. Loureiro et G. T. Lima, « A internacionalização da ciência econômica no Brasil », in *Revista de economia política*, São Paulo, Nobel, vol. 14, 3(55), juillet-septembre 1994, p. 44.

FGV) présentent un nombre plus élevé de professeurs formés aux États-Unis : plus de 82 % à la PUC-Rio et 80 % à l'EPGE.

Ces données indiquent que, malgré les transformations survenues au cours des dernières décennies dans le champ de l'économie, les anciennes oppositions entre structuralistes *versus* monétaristes, ou orthodoxes *versus* hétérodoxes, qui organisaient cet espace social dans les années 50-60, sont toujours présentes bien que transformées par des enjeux de lutte nouveaux et plus complexes⁷. Il s'ensuit que la plus importante répercussion professionnelle de l'internationalisation de la science économique se trouve être le renforcement de la polarisation déjà existante dans les milieux académiques de formation des économistes brésiliens ; ceci a, par conséquent, créé des différenciations importantes dans ce milieu, en termes de pratiques et de stratégies professionnelles.

Ainsi, deux pôles se sont consolidés. D'un côté se trouve l'EPGE, qui suit les orientations fondamentales de la Fondation Getúlio Vargas des années 50-60 ; elle est considérée encore aujourd'hui comme la version monétariste la plus orthodoxe, ses membres valorisant particulièrement la modélisation mathématique et l'outillage économétrique. C'est aussi la position de la PUC-Rio qui est constituée d'anciens étudiants et de professeurs dissidents de l'EPGE. Ces deux centres qui mettent l'accent sur la modélisation mathématique constituent le pôle le plus « internationalisé », c'est-à-dire le plus intégré au *mainstream* actuel. Il suffit d'observer, comme on l'a déjà indiqué, que respectivement 80 % et 82 % des professeurs de l'EPGE et de la PUC se sont formés aux États-Unis. Par ailleurs, les cours de l'Unicamp et de l'université fédérale de Rio de Janeiro, mis en place par d'anciens disciples de la CEPAL, sont toujours restés liés aux questions définies comme structurelles. Les analyses sont développées selon un langage peu formalisé et mettent l'accent sur des

2. CONCOURS NATIONAL DE SÉLECTION DE L'ANPEC POIDS DES EXAMENS (1993)

Centres	Micro	Macro	Mathématique	Statistique	Économie brésilienne
FGV	22.5	22.5	22.5	22.5	10.0
PUC-Rio	20.0	20.0	20.0	20.0	20.0
IPE/USP	20.0	20.0	15.0	20.0	25.0
UFRJ	20.0	20.0	15.0	15.0	30.0
UNICAMP	17.5	17.5	12.5	12.5	40.0

Source : Association nationale de postgraduation en économie (ANPEC).

3. ORIGINE NATIONALE DES LIVRES ET ARTICLES DE QUELQUES PROGRAMMES EN ÉCONOMIE

Programmes	Textes en portugais			Textes en anglais		Textes en espagnol et français	
	Écrits	Traduits	%		%		%
EPGE/FGV	18	0	8	208	90	4	2
PUC/RJ	39	9	16	233	78	19	6
UNICAMP	280	53	69	45	9	108	22

Source : G. Franco Franco (s/d), *Cursos de Economia*, Rio de Janeiro, ANPEC, avec des données issues du catalogue de l'ANPEC. Vu qu'on a demandé à chaque centre d'envoyer seulement les programmes relatifs aux disciplines les plus représentatives de leur profil, ces informations sont très éloquentes en ce qui concerne la polarisation ici mise en question.

approches historiques et socio-politiques des processus économiques. Finalement, entre les deux extrêmes se trouve le programme de postgraduation de l'USP.

Les programmes des divers centres de postgraduation et les critères de sélection de ses candidats peuvent également aider à identifier les oppositions dans le milieu académique des économistes. Le tableau 2 indique l'importance accordée par les principaux centres de postgraduation aux différentes disciplines de l'examen national de sélection des candidats. Si l'importance accordée aux disciplines de microéconomie et de macroéconomie est relativement homogène dans tous les centres, ce n'est pas le cas de l'examen des méthodes quantitatives et d'économie brésilienne, où la différenciation renforce la polarité mentionnée. À un pôle, l'EPGE attribue un coefficient plus élevé aux examens de théorie économique et des méthodes quantitatives et un coefficient plus bas à l'économie brésilienne ; de l'autre, on trouve l'Institut d'économie de l'Unicamp qui privilégie l'épreuve d'économie brésilienne et, en même temps, accorde moins d'importance aux mathématiques et aux statistiques.

Avec plus des deux tiers (72 %) de ses professeurs diplômés dans des cursus d'ingénierie et de mathématiques, la postgraduation de l'EPGE est fondée sur la théorie économique et les méthodes quantitatives, suivant de près le contenu théorique et les procédés logico-formels rigoureux qui sont caractéristiques du *mainstream* international. Ceci surtout par rapport à l'Unicamp, où un nombre considérable de professeurs sont initialement formés en droit et sciences sociales, et où les programmes se caractérisent par une présence majoritaire de disciplines qui privilégient clairement les approches historique et institutionnelle.

Les données du tableau 3 révèlent aussi l'intensité du processus d'internationalisation au sein de certains programmes et le degré de résistance offert par d'autres. Alors que 90 % et 78 % de la bibliographie respectivement utilisée

⁷ – M. R. Loureiro, *op. cit.*, 1995.

dans les cours de postgraduation de l'EPGE et de la PUC sont écrits en anglais, à l'Unicamp, les textes dans cette langue constituent moins de 10 % du total. Presque 70 % des références bibliographiques de l'Unicamp sont en portugais et 22 % en espagnol ; quelques-unes des références sont également en français. L'EPGE et la PUC présentent, en termes d'approche théorique et méthodologique, les plus hauts pourcentages de bibliographie relative aux domaines de la théorie économique et des méthodes quantitatives (respectivement 98 et 95 %). Par contre, l'Unicamp présente seulement 55 % de bibliographie référés à ces deux domaines, et 45 % en histoire économique, histoire de la pensée économique et économie politique.

Une autre répercussion professionnelle importante de l'internationalisation de la science économique au Brésil est la différenciation interne de son champ académique, en termes de stratégie de carrière de la part des membres de chaque pôle. Ainsi, les professeurs de l'EPGE et de la PUC participent de manière plus intense que les autres au circuit scientifique international – présence dans des congrès ou séminaires internationaux, publication dans des revues étrangères, en particulier américaines, participation aux sociétés scientifiques, etc. – et sont également présents dans les agences économiques internationales tels que le FMI, la Banque mondiale, le GATT, etc.⁸.

Les tableaux 4 et 5 montrent que les professeurs de ces deux écoles sont ceux qui ont le plus publié dans des revues scientifiques en langue anglaise, aux États-Unis ou dans d'autres pays. En se fondant sur les données du tableau 4, on observe que 60 % des articles des professeurs de la PUC, cités dans le catalogue de l'ANPEC, se réfèrent à des articles ou des livres publiés en anglais, alors que ce chiffre n'atteint que 6 % à l'Unicamp. En général, les professeurs de cette institution diffusent des livres ou des articles en premier lieu dans des périodiques brésiliens – respectivement 56 % et 38 % du total des titres mentionnés dans le catalogue de l'ANPEC et leurs publications à l'étranger se réduisent à des revues latino-américaines. Selon Whitley⁹, ce sont les spécificités de chaque champ scientifique qui déterminent, en dernière instance, l'importance accordée à la publication d'ouvrages vis-à-vis d'articles en revues spécialisées en tant que voie privilégiée de communication de résultats de la recherche.

De plus, relativement à la différenciation des stratégies professionnelles, le pôle constitué par l'EPGE et la PUC peut être nommé « privé », non seulement parce que ce sont des établissements d'enseignement privé, mais surtout parce qu'ils valorisent théoriquement le rôle du marché dans le système économique ; et égale-

ment parce qu'ils entretiennent des liens étroits avec les entreprises privées, des banques en particulier, dont ils sont les consultants. Par contre, le pôle moins « internationalisé » que constitue l'Unicamp peut être défini comme « public », car ses membres, outre le fait qu'ils travaillent dans des universités publiques, mettent l'accent sur les aspects politiques de l'économie dans leurs travaux, et surtout parce qu'ils sont plus critiques face aux orientations néolibérales qui croient à l'efficacité du marché concernant l'attribution des ressources et la distribution du revenu¹⁰.

Finalement, la position intermédiaire entre ces deux pôles est représentée par le cursus de l'université de São Paulo (FEA-USP) et se manifeste également par des orientations théoriques plus pluralistes et par des activités de consultant plus hétérogènes, aussi bien dans le secteur financier qu'auprès des industries, des organismes syndicaux et des agences publiques.

Pour synthétiser, on peut observer que la science économique élaborée au Brésil dans les dernières décennies s'est modernisée, et que pour cela elle a dû s'internationaliser. Les études d'économie, cessant d'être thèmes d'essai ou de travaux discursifs écrits par des intellectuels autodidactes, sont devenues l'objet de professionnels spécialisés dans les universités, et en particulier dans les centres de postgraduation. En croissance quantitative, ces études ont adopté un caractère scientifique et ont incorporé les orientations théoriques et les modèles méthodologiques en vigueur surtout aux États-Unis.

LES RÉPERCUSSIONS POLITIQUES DE L'INTERNATIONALISATION

L'internationalisation a aussi des effets politiques importants. Elle inaugure de nouvelles voies d'accès aux postes de direction gouvernementale. Les postes de la haute bureaucratie publique, dans le domaine

8 – Il y a sept professeurs de la PUC-Rio, ainsi que trois de l'EPGE dans les registres d'affiliation de l'American Economic Association et de l'Econometric Society, selon, respectivement les publications *American Economic Association* (1993) et *Econometrica* (1994). Trois professeurs de l'USP y sont aussi présents.

9 – R. Whitley, « The organization and role of journals in economics and other scientific fields », in *Economic Notes by Monte dei Paschi di Siena*, vol. 20, 1, 1991, p. 6-23.

10 – Il faut signaler que la plupart des membres de l'EPGE ont obtenu leur doctorat à Chicago, censé être La Mecque des « monétaristes » tels que Milton Friedman et, plus récemment, des « nouveaux classiques » comme Lucas et Sargent.

4. PRODUCTION SCIENTIFIQUE DES PROFESSEURS DE QUELQUES CENTRES DE POSTGRADUATION : PUBLICATIONS ÉCRITES EN ANGLAIS ET PORTUGAIS

Programmes et nombre de professeurs	Publications en anglais		Publications en portugais		Total					
	Articles, revues, chapitres de livres		Articles	Livres	Autres*					
	%	%	%	%	%	%				
EPGE (20 prof.)	17	30	9	16	13	23	17	30	56	100
PUC/RJ (7 prof.)	11	55	5	25	4	20	—	—	20	100
IPE/USP (33 prof.)	12	12	30	31	22	23	31	32	95	100
IEI/RJ (24 prof.)	8	11	38*	55	8	11	15	22	69	100
UNICAMP (18 prof.)	2	4	10	21	22	47	13	27	47	100

Source : Catalogues des centres de postgraduation en économie, publiés par ANPEC/IPEA, 1992. Cette liste n'est pas exhaustive. Elle fait référence seulement à des publications sélectionnées, indiquées au catalogue de l'ANPEC.

*Inclus des rapports de recherche et papiers pour discussions.

**Inclus cinq articles écrits en espagnol et publiés en Amérique Latine et un écrit en français et publié à Paris.

économique, sont aujourd'hui occupés de façon croissante par des gens diplômés à l'étranger. Les données systématisées dans le tableau 6 sont relatives aux carrières et à la formation d'un des segments les plus importants des élites dirigeantes dans le domaine économique au Brésil, celui de la Banque centrale. Elles indiquent que parmi les dix-huit présidents qu'elle a eus depuis sa création en 1965, huit peuvent être définis comme appartenant à l'université, c'est-à-dire que ceux-ci ont construit leur carrière principalement dans les milieux universitaires, avant leur affectation à la Banque centrale. Parmi les dix-huit, seize ont fait des études de postgraduation : deux au Brésil, douze aux États-Unis. Relativement aux directeurs, bien que les données soient incomplètes, on observe que sur un total de cinquante directeurs sur lesquels on possède des informations, trente-deux ont fait des études de postgraduation, dont quatorze aux États-Unis.

Même les dirigeants de la Banque centrale diplômés au pays ont exercé des activités professionnelles à l'étranger. C'est le cas, par exemple, de l'ex-président Affonso Celso Pastore qui, dès le début de sa carrière, a travaillé dans la délégation du gouvernement brésilien au Comité interaméricain de l'alliance pour le progrès, à Washington, et auprès du FMI, entre 1967 et 1968. Il a participé aussi, dans les années 70, à des organismes internationaux comme l'International Financial Research Institute et à des missions de la USAID en Uruguay. La carrière d'un autre président de la Banque

centrale, Pedro Malan, actuel ministre des Finances (que l'on présente plus loin) est assez significative de cette tendance à la rénovation des élites dirigeantes au Brésil.

Autrement dit, l'internationalisation de la science économique a créé de nouveaux principes d'accès au pouvoir et de légitimation des cadres dirigeants dans le pays : la notoriété universitaire, garantie par des liens forts avec le circuit scientifique international et la visibilité qui en découle, dans la presse et dans les milieux politiques et des entreprises. L'extrait ci-dessous, malgré sa longueur, illustre très bien ce processus : c'est la description faite par un journaliste de la « campagne » de deux économistes, Pêrsio Arida et André Lara Resende, réalisée au début des années 80, en vue d'obtenir la reconnaissance internationale (et par conséquent l'approbation politique et académique au Brésil) pour leur thèse « inertialiste », qui deviendrait bientôt la base du programme de stabilisation monétaire, connu sous le nom de plan Cruzado.

5. PUBLICATIONS DES PROFESSEURS EN ÉCONOMIE DANS DES REVUES INTERNATIONALES

Revues	Universités EPGE/FGV PUC/RJ UNICAMP		
En anglais	18	28	—
<i>Journal of Mathematical Economics</i>	3	—	—
<i>Journal of Econometrics</i>	1	—	—
<i>Econometrica</i>	4	—	—
<i>Journal of Economic Theory</i>	6	—	—
<i>Quarterly Journal of Economics</i>	4	2	—
<i>The Bell Journal of Economics</i>	—	1	—
<i>The Economic Journal</i>	—	1	—
<i>World Development</i>	—	8	—
<i>Economic History Review</i>	—	1	—
<i>Journal of Development Economics</i>	—	15	—
<i>Journal of Post Keynesian Economics</i> (**)	—	—	—
<i>Cambridge Journal of Economics</i>	—	—	—
En espagnol	5	16	11
<i>El Trimestre Económico</i>	4	13*	6
<i>Revue de la CEPAL</i>	1	3	5
Total	23	44	11

Source : Données des revues d'économie à partir de 1970. On indique ici seulement les revues où l'on a trouvé des articles de professeurs brésiliens.

* Un seul professeur de la PUC-Rio, Edmar Bacha, a écrit sept articles publiés dans la revue *Trimestre Económico*, dans la période de 1984 à 1992.

Ce professeur a aussi écrit cinq autres articles pour la même revue, quand il était à l'EPGE (1970–1971) et dans l'Université de Brasília (UnB) (1974–1977).

** Dans cette revue on a trouvé neuf articles écrits par des économistes brésiliens d'autres universités que celles indiquées ici.

« Septembre 1984, réunion du Fonds monétaire international à Washington. Pêrsio était déjà là et avait terminé sa version de la proposition de réforme en anglais. André arriva avec son article brésilien, encore inédit. Les textes furent distribués et circulèrent parmi les diverses autorités présentes. André fit un exposé à la Banque centrale américaine à Washington, obtenant une assez bonne réception. Pêrsio fut convoqué pour exposer dans un séminaire au Woodrow Wilson, où il travaillait à l'époque, à Washington. Le texte fondamental de cette réunion organisée en octobre 1984 était l'article de Pêrsio, en anglais : *"Economic Stabilization in Brazil"*. L'assistance, dans une salle au décor classique, dans une immense bibliothèque, était composée de fonctionnaires de la Banque mondiale, du Département d'État et du FMI. Tous intéressés par le Brésil pour des questions de recherche ou par obligation professionnelle. [...] Les échos de la proposition résonnaient ici et là, jusqu'à ce que les papiers tombent entre les mains de John Williamson, qui avait déjà été professeur à la PUC-Rio et travaillait alors à l'Institut d'économie internationale à Washington. André, Pêrsio et Williamson se connaissaient et ils décidèrent que ce dernier organiserait, aux États-Unis, un grand séminaire international sur l'expérience de certains pays dans la lutte contre l'inflation – Brésil, Argentine et Israël –, ainsi que sur les hyperinflation européennes. Pêrsio et André écriraient à quatre mains un article complet sur la réforme monétaire. Le séminaire fut programmé pour décembre 1984 et la rencontre réunirait des économistes qui, dans plus ou moins longtemps, piloteraient les réformes en Israël, en Argentine et au Brésil, dans l'ordre. *La connexion internationale était en train de prendre forme...* Après la réunion du FMI, alors que Pêrsio restait aux États-Unis, Lara Resende rentrait à Rio de Janeiro. Il débarqua dans une atmosphère agitée et souvent hostile [...]. Ses articles avaient été publiés et, très rapidement, avaient obtenu le soutien explicite de Mário Henrique Simonsen. Ceci changeait la nature de la controverse, au moins pour le grand public. André, Pêrsio et Chico Lopes étaient des universitaires respectés mais pas des personnalités de grande importance. Simonsen, lui, avait du poids : leader de toute une génération d'économistes, deux fois ministre, nom respecté au sein des communautés universitaire, entrepreneuriale et financière au niveau international. Un homme public de première ligne. La presse s'excita : la nouvelle était maintenant en première page. Ayant droit à la télévision et aux revues¹¹ ».

Pêrsio Arida et Lara Resende étaient, à l'époque, professeurs à la PUC-Rio et avaient fait leurs doctorats aux États-Unis, où ils eurent la possibilité d'établir des relations avec le circuit scientifique international. En dépit de l'échec du plan Cruzado (adopté sous le gouvernement Sarney en 1986) et des expériences de choc hétérodoxes, il ne paraît pas déraisonnable d'affirmer que la légitimité universitaire de ces économistes, soutenue par la reconnaissance de leur compétence tech-

nique dans les milieux internationaux, a contribué à ce qu'ils soient de nouveau choisis, presque dix ans après et conjointement à d'autres collègues de la PUC, pour formuler et mettre à exécution le plan Réal, sous le gouvernement Itamar Franco et Fernando Henrique Cardoso.

Il est intéressant de rappeler ici que lorsqu'ils mirent en pratique les propositions « inertialistes » durant la gestion du Plan Cruzado, ces économistes partagèrent les postes gouvernementaux avec des collègues de l'Unicamp, qui participèrent au gouvernement en qualité d'économistes « du PMDB » (parti au gouvernement à l'époque). À propos de l'ensemble de l'expérience du plan Cruzado, déjà beaucoup analysée du point de vue technique dans une vaste littérature nationale et étrangère, on peut remarquer ici en particulier les effets professionnels de son échec, dans un certain déclin du prestige social des économistes ; déclin perçu dans des expressions véhiculées dans la presse, telles que « Le laboratoire Brésil est échaudé par les économistes » (*Isto É/Señhor*, 13/3/1991, p. 14). Bien qu'il n'y ait pas d'études systématiques, quelques indices relevés dans des interviews paraissent signaler que ces effets sont retombés de façon plus forte sur les professeurs de l'Unicamp que sur ceux de la PUC. Si elle est vraie, cette observation permet de proposer l'hypothèse suivante : alors que les premiers ont participé au cercle de décision à travers leurs relations avec les partis politiques, en tant qu'économistes du PMDB, les professeurs de la PUC y ont seulement participé par leurs compétences techniques.

Il est important d'indiquer ici que, depuis ce jour, les économistes de la PUC-Rio monopolisent les principaux postes de direction des politiques macroéconomiques au Brésil, en dépassant ceux de l'EPGE qui ont vécu du déclin, surtout après la maladie et la mort de son leader des années 70, l'ex-ministre Mário Henrique Simonsen. Les économistes de l'Unicamp, après un court passage au gouvernement Sarney (1986-1987), sont toujours dans l'opposition et sont les principaux critiques, dans les milieux académiques et dans la presse, des actuelles politiques gouvernementales, nommées néolibérales.

La consolidation d'un système internationalisé de formation académique est devenue un des mécanismes cruciaux de légitimation de ces nouveaux cadres diri-

11 – Sardenberg, *Aventura e agonia, nos bastidores do plano cruzado*, Companhia da Letras, São Paulo, 1987, p. 42-43 et 46. (C'est moi qui souligne.)

6. CARRIÈRE ET FORMATION SCOLAIRE DES DIRIGEANTS DE LA BANQUE CENTRALE DU BRÉSIL (1965-1995)

Postes et types de carrières	Total	Avec cursus de postgraduation				
		%	Brésil	États-Unis	Autres pays	% postgraduation % diplômés aux États-Unis sur le total de postgradués
Présidents	18*	100,0	2	12	2	88,8
Académiques	8	44,4	1	7	—	100,0
Bureaucrates	6	33,3	—	2	1	50,0
Initiative privée	4	22,2	—	3	1	100,0
Directeurs	50**	100,0	15	14	3	64,0
Académiques	14	28,0	2	10	2	100,0
Bureaucrates	23	46,0	9	2	—	47,8
Initiative privée	13	26,0	4	2	1	53,8

Sources : Données archivées à la Banque Centrale; Dictionnaire historique et biographique, CPDOC, FGV, 1983 et interviews.

* Dès la fondation de la Banque Centrale, il y a eu 18 présidents et 21 présidences, une fois que Ernane Galvêas, Francisco Gros et Gustavo Loyola ont occupé le poste deux fois.

** Les données sur les directeurs ne sont pas complètes. Il manque des informations sur 24 directeurs sur un total de 74.

geants. Plus un économiste est intégré au circuit international, plus il est reconnu et plus ses décisions aux postes gouvernementaux seront légitimes¹².

LES LUTTES ENTRE LES RESPONSABLES CHARGÉS DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

La suite de la politique de stabilisation monétaire connue sous l'expression de plan Réal permet d'observer les luttes entre les élites internationalisées et leurs opposants. Si l'équipe (constituée surtout par des économistes issus de la PUC-Rio, tels qu'Edmar Bacha, Pedro Malan, Gustavo Franco, Pêrsio Arida, Lara Resende et Winston Fritsch) a profité d'une grande autonomie décisionnelle pendant la conception des instruments techniques pour contrôler l'inflation, la mise en place du plan, par contre, a exigé une intense négociation auprès des groupes politiques les plus variés. C'est le moment clé au cours duquel la pression des gouverneurs des États, des partis et d'autres groupes organisés est telle que la rationalité technique des économistes laisse place à une rationalité politique; spécialement en ce qui concerne quelques aspects importants du plan, entre autres l'équilibre des finances publiques et le taux d'ouverture du marché aux produits étrangers. Malgré cela, le taux d'intérêt ainsi que la politique des changes sont des mécanismes qui restent sous le strict contrôle des dirigeants de la Banque centrale et du ministère des Finances.

Malgré les pressions déclenchées contre l'augmentation du taux d'intérêt par différents secteurs sociaux tels que les industriels, les agriculteurs et les gouvernements des divers États de la fédération (dont les dettes augmentent exponentiellement avec l'augmentation du taux d'intérêt), ce taux se maintient encore à un niveau très élevé. Le besoin d'attirer le capital international considéré et aussi la nécessité d'éviter une croissance exagérée de la consommation et l'élévation conséquente des prix, contribuent à faire de cet espace une sorte d'arène quasi monopolisée par les dirigeants de la Banque centrale. Ce sont eux qui vont surveiller, d'une manière continue et autonome, la gradation dans le

12 – Cela vaut évidemment pour d'autres pays en Amérique latine. Un auteur qui a étudié le Mexique signale : « Trois années passées à Harvard valent mieux que trois années passées au Congrès : n'importe quel doctorat est de nos jours plus valorisé qu'un poste électif municipal » (Rafael Segovia, apud M. Centeno, *Democracy within Reason [Technocratic Revolution in Mexico]*, 1994, Penn. State Press, University Park Pennsylvania, p. 123). Ce même auteur ajoute encore : « Les relations sociales et professionnelles établies par les élites dirigeantes ont aussi un rôle important dans la définition de nouveaux paradigmes politiques... Un réseau continental de diplômés par des universités comme Harvard, Chicago et Stanford a été tissé (en Amérique latine) entre le monde des affaires et les ministères, tout en diffusant une nouvelle mentalité de marché. Ils actionnent leurs anciens rapports de condisciples pour dépasser les frontières nationales, proposant des accords de joint-ventures ainsi que du libre commerce avec ceux qui ont été, en dernière analyse, leurs condisciples. Les créanciers, les agences multilatérales, les conférenciers et participants de séminaires, les experts des médias et les autorités intellectuelles ne sont pas les seuls à approuver leurs nouvelles politiques économiques : il faut avoir l'accord des anciens collègues de cette nouvelle élite » (*op. cit.*, p. 24).

temps du taux d'intérêt et du taux de change, en fonction de ce qui va se passer dans les autres domaines de l'économie.

Il faut souligner toutefois que la « lutte » pour garantir cette autonomie se traduit par des relations tendues au sein des agences gouvernementales elles-mêmes, s'exprimant par des divergences concernant la forme et le rythme de déroulement du plan. D'un côté, on trouve ceux qui sont au ministère des Finances et à la Banque centrale, qui contrôlent la politique des changes, le taux d'intérêt et le volume de monnaie en circulation; de l'autre côté, le ministère du Plan et du Budget, sous la direction de José Serra. Le premier groupe a fait publier dans la presse des critiques contre la lenteur de la réforme, tributaire de la politique de privatisation des entreprises sous la responsabilité du ministère du Plan, etc.; tandis que le groupe lié au ministre José Serra critiquait de son côté les politiques mises en place par le ministère des Finances/Banque centrale, telles que le taux élevé d'intérêt, les restrictions à la consommation, la politique concernant les taux de change, la réduction exagérée, à son avis, du taux de protectionnisme accordé à l'industrie, en particulier l'automobile. Des décisions contradictoires ont été prises dans les deux ministères. Malgré l'opposition du ministre des Finances, Serra a même établi un système de « quotas » pour l'importation de voitures, ce qui a été compris comme une défense de l'industrie brésilienne.

Ces divergences découlent de plusieurs facteurs: l'appui des industriels de São Paulo à Serra, la plus grande sensibilité de ce dernier face aux pressions politiques¹³. Ces controverses trouvent leur origine aussi dans les différences des paradigmes théoriques et idéologiques suivis par chaque groupe. Le pôle qui siège au ministère des Finances, sous la direction de Pedro Malan et à la Banque centrale, dirigée par Gustavo Franco, Francisco Lopes et d'autres, est constitué d'anciens professeurs de la PUC-Rio. Comme on l'a déjà évoqué, ce groupe est plus international et suit d'une façon très étroite les orientations néolibérales définies par le « consensus de Washington »¹⁴. Il n'est donc pas surprenant que Pedro Malan et Gustavo Franco, suivant les paradigmes de l'économie néoclassique et, en tant que participants actifs des circuits académiques américains et des agences telles que le FMI, la BID et la BIRD, « frissonnent » devant les mesures adoptées par le ministre Serra en faveur de l'industrie automobile, ainsi que le relevait la presse brésilienne.

Par contre, il ne serait pas exagéré d'affirmer que les positions du ministre du Plan suivent de près les

anciennes orientations « *cepalienes* ». José Serra s'est formé à l'économie à Santiago du Chili, dans les années 60 et 70 et a été un des plus importants professeurs et chercheurs à l'Unicamp qui a diffusé les idées de la CEPAL au Brésil durant les années suivantes.

Les contrastes entre la trajectoire de José Serra et celle de Pedro Malan aident à comprendre les oppositions entre ces deux groupes.

Né à Rio de Janeiro en 1943, Pedro Malan y a étudié dans une traditionnelle école d'élite – le *colégio* Santo Inácio. Ensuite, il a fréquenté deux écoles supérieures: l'École polytechnique, de l'université catholique de Rio de Janeiro (PUC-Rio), et la faculté de sciences économiques de l'université fédérale de Rio de Janeiro. Il travaillait, en même temps, au ministère du Plan. Après son doctorat en sciences économiques auprès de l'université de Berkeley, en 1973, il a été professeur de sciences économiques à la PUC-Rio, ainsi que chercheur de l'IPÊA (Instituto de pesquisa econômica aplicada), qui est un important *think tank* lié au ministère du Plan. C'est la période où il acquiert une certaine notoriété. Il a gagné en clairvoyance au fur et à mesure qu'il s'engageait, avec pour partenaire le professeur A. Fishlow, de l'université de Berkeley, dans des recherches vouées à expliquer les énormes disparités dans la distribution des richesses au Brésil. Ce qui a déclenché de violentes polémiques avec les économistes de la Fondation Getúlio Vargas, plus favorables aux principes fondant la politique économique du régime militaire. Au début des années 80, il a entrepris une carrière passant par des organisations internationales telles que l'ONU, à New York, où il a fait partie d'un groupe de recherche en économie et politique sociale, de 1983 à 1986. Depuis 1986, il a intégré, comme représentant du Brésil et d'autres pays sud-américains, l'équipe de la Banque mondiale ainsi que celle de la Banque interaméricaine de développement (BID). Il a dirigé aussi les négociations de la dette brésilienne à l'étranger, en tant que consultant spécial du ministère des Finances en 1991. Il est arrivé au poste de président de la Banque centrale du Brésil en 1993, ayant une participation à l'élaboration du plan Réal. En 1995, sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, il a été nommé ministre des Finances. Si José Serra a aussi fait des études aux États-Unis, où il a eu son doctorat en économie à l'université de Cornell, sa carrière a été, à la différence de celles de Pedro Malan, de Gus-

13 – Les données du Tribunal supérieur électoral sur le financement des élections de 1994, publiées dans la presse, indiquent que José Serra a été le candidat de São Paulo qui a reçu la majorité des fonds des industriels (Folha de São Paulo, 8/10/1995, Cahier spécial Élections S/A).

14 – Les orientations du « consensus de Washington » sont fondées à partir de trois éléments: l'équilibre des finances publiques; les privatisations des entreprises de l'État pour payer la dette publique; l'ouverture du marché pour récupérer la compétitivité des entreprises longtemps protégées, en stimulant ainsi leur efficacité et donc la chute des prix. Voir à ce sujet J. Williamson, *The Political Economy of Policy Reform*, Institute for International Economics, Washington, 1994, et l'article de Y. Dezalay et B. Garth dans ce numéro.

tavo Franco et de leurs collègues de la PUC-Rio, plus axée vers la représentation politique que vers les organismes financiers internationaux. Né à São Paulo, fils de famille d'origine italienne, il a été militant politique dès son entrée à l'École polytechnique de l'université de São Paulo : au début des années 60, il est président de l'Union nationale des étudiants. Ce poste lui a donné une énorme visibilité, étant donné l'importance majeure de cette organisation d'étudiants dans la conjoncture tendue qui a précédé le coup d'État. À cause de ces activités, il s'est exilé au Chili, en 1964 ; il y a fait des études en économie, a travaillé dans des agences liées à la CEPAL et enseigné dans des facultés qui suivaient des orientations « *cepalienes* ».

Après son doctorat aux États-Unis et quelques séjours dans des universités américaines, il rentre au Brésil pour donner des cours à l'Unicamp ; il y reste jusqu'en 1983, date à laquelle il reprend ses activités politiques, au moment de la transition à la démocratie. Il a intégré le parti de l'opposition au régime militaire et il est devenu secrétaire de l'économie et du Plan de l'État de São Paulo dans le premier gouvernement élu après la dictature. Élu député fédéral en 1987, il a participé à l'Assemblée constituante (1988) et a participé à la fondation du Parti de la social-démocratie brésilienne, étant son leader à l'Assemblée nationale. En 1994, il est élu sénateur de la République, en tant que représentant de l'État de São Paulo. En 1995, avec l'ascension de Fernando Henrique Cardoso (son ancien collègue d'exil au Chili et lui aussi membre du même parti), il est proposé comme ministre du Plan et du Budget, surtout pour sa condition d'homme politique et comme leader du parti du gouvernement plutôt qu'en tant qu'économiste. En 1996, il sort du ministère du Plan pour disputer la mairie de la ville de São Paulo. Après une deuxième tentative échouée, il revient à la vie parlementaire en s'intégrant à la commission du budget du Sénat.

Dans ce contexte d'oppositions, l'équipe économique du ministère des Finances/Banque centrale réussit à s'assurer l'approbation du milieu académique ; elle assure non seulement celle de leurs collègues de la PUC-Rio, mais aussi de gens d'autres universités, y compris d'économistes aux prises de position théoriques différentes. Tous se résignent à la nécessité de la politique de taux d'intérêt élevé tant que l'équilibre fiscal n'est pas

assuré. Ils disposent encore de l'appui décisif du président de la République, qui assure l'autonomie des gestionnaires de l'économie dans la surveillance de la politique monétaire et sa quasi totale imperméabilité face aux pressions externes visant la chute du taux d'intérêt. En particulier, parce que l'équipe économique s'appuie plutôt sur la légitimité académique que sur le soutien de groupes politiques et économiques.

Il est également intéressant pour l'argumentation développée ici de souligner l'appui apporté par des organismes internationaux aux politiques économiques adoptées par les élites internationalisées et, donc, plus identifiées avec les orientations de ces organismes. « Le programme brésilien est un des plans les mieux réussis de l'histoire du pays... pour l'instant, il y a des pressions politiques [...], mais le gouvernement ne doit pas céder... C'est l'occasion d'éliminer l'inflation pour toujours » (Stanley Fischer, directeur exécutif du FMI. Mots prononcés dans la réunion préparatoire de la L^e Assemblée annuelle du FMI/Banque mondiale, Washington, octobre 1995, in *O Estado de São Paulo*, São Paulo, 10/10/1995). « Le gouvernement brésilien est en train de faire les réformes nécessaires et il a institué aussi une administration intelligente du taux de change » (Michel Camdessus, directeur du FMI, lors de la réunion de Hong Kong, septembre 1997, in *O Estado de São Paulo*, 26/9/1997, p. B-1).

On peut dire que la consolidation d'un système internationalisé de préparation universitaire des élites chargées de la gestion macroéconomique dans les pays latino-américains semble avoir homogénéisé les schémas théoriques ainsi que les orientations politiques et idéologiques qui orchestrent leurs actions et décisions politiques. On peut émettre l'hypothèse d'une association entre l'application des recettes néolibérales au Brésil et dans d'autres pays voisins, dans les années 90 et ce processus institutionnalisé de préparation académique et d'intégration multinationale mis en place plusieurs décennies avant.